

## Burundi : Des signes annonciateurs de la fin du régime Cndd-Fdd ?

@rib News, 12/04/2011 LA CHUTE DU CNDD-FDD : LE GLAS A SONNÉ ! Par Pancrace Cimpaye La semaine du 3 au 10 Avril 2011 aura été riche en événements significatifs au Burundi. En effet ces événements qui méritent une attention soutenue démontrent que la forteresse de la tyrannie en place à Bujumbura s'écroule doucement mais sûrement. Voici les faits qui sont loin d'être anodins : Le 7 avril 2011, l'homme fort du pouvoir en place à Bujumbura, le Général Alain Guillaume Bunyoni, a été attaqué à son domicile. Les visiteurs avaient un arsenal militaire impressionnant. En réponse à cette attaque, la défense a déployé une centaine de policiers armés jusqu'aux dents. Mais les assaillants n'ont subi aucune perte. Ils sont passés comme une lettre à la poste.

Le 8 avril 2011, l'Union Européenne par le biais de l'ambassadeur Stéphane De LOECKER accredité au Burundi a exprimé sa « VIVE INDIGNATION » face à l'impunité dont jouissent les véritables assassins d'Ernest Manirumva. En outre la même correspondance a attiré l'attention du Délégué burundais sur le harcèlement que subissent les défenseurs des Droits de l'Homme. Le même jour du 8 avril 2011 vers 10h30minutes Gabriel Rufyiri, le Président de l'Olucome a été arrêté et conduit au camp de la Brigade Spéciale de Recherche. Cette arrestation va signifier à l'Union Européenne que les chiens aboient mais que la Dictature de Bujumbura poursuit sa route tranquillement. Ulcérés par cette réponse méprisante, les représentants de la Communauté Internationale sont sortis de leur réserve diplomatique et ont envoyé à qui de droit le message suivant : « SI RUFYIRI N'EST PAS RELACHÉ, LA VA CONFIRMER QUE LE BURUNDI EST UN ETAT VOYOUA » On n'est pas allé de mains mortes ! Cette fois-ci Bujumbura qui suit attentivement la chute des Etats Voyous a cédé et Rufyiri a été relâché le même jour. Le même 8 avril 2011, le Directeur de la prison centrale de Mpimba a été arrêté et écroué aux cachots de la police présidentielle. Cet officier supérieur de la police était jusque-là le protégé du Directeur Général Adjoint de la police, le puissant Gervais Ndirakobuca. Monsieur Carême Bizozo a été arrêté sans ménagement. Le mobile de son arrestation n'est pas celui d'un cas d'évasion d'un membre des FDLR. Non ! Le mobile est autour de la Révolution Manassé Nzobonimpa, mouvement qui cause des ravages au sein du pouvoir autoproclamé du Burundi. Cette Révolution saigne presque à blanc la dictature qui règne sur le pays. Dès lors la chasse à tout homme soupçonné d'appartenir à cette dynamique. Tout soupçonné d'être en intelligence avec cette Révolution est un condamné à mort en sursis. Le Directeur de la prison de Mpimba rentre dans ce registre ; il aurait servi de courroie de transmission entre certains acteurs. Quant au prétexte d'un prisonnier FDLR évadé, c'est un mensonge cousu de fil blanc. Et pour cause quand des hommes qui intèressent Kigali sont arrêtés à Bujumbura, ils sont conduits illico presso à Kigali et non à Mpimba. En définitive la lecture qu'il faut tirer de ces 4 faits est claire et nette : la dictature qui gouverne le Burundi ne maîtrise plus les commandes de l'Etat. De ce fait les bandits armés sont capables de frapper au cœur du dispositif sécuritaire, au domicile de celui-là même qui a en charge la sécurité de la nation entière, sans être inquiétés. Cette défaillance signifie que le système sécuritaire est une passoire qui est uniquement performant dans la torture et dans des exécutions extrajudiciaires. Bien plus quand des officiers supérieurs deviennent de plus en plus nombreux à rejoindre en silence la Révolution Manassé Nzobonimpa, c'est un signe qui ne trompe pas ! Le glas de la fin a sonné ! C'est la dernière ligne droite de la descente aux enfers des autocrates qui tiennent en otage le pays quand la police présidentielle commence à arrêter les membres des forces de défense et de sécurité. Manassé Nzobonimpa n'est pas seul ! C'est évident ! Cette pourriture, probablement elle qui a encouragé les diplomates qui d'habitude marchent sur les œufs sans les casser à déclarer haut et fort leur VIVE INDIGNATION. Quand un diplomate ne sait plus cacher sa « vive indignation », c'est que Monsieur KABUTO a raison le pays est devenu une République bananière. L'Union Européenne a raison, c'est évident quand le Président des assassins d'Ernest Manirumva, le colonel David Nikiza, soit lui-même qui vient d'arrêter le Président de l'Olucome qui ne réclame avec ses collègues que la justice pour Manirumva ! C'est une impunité et une arrogance propre aux Etats Voyous ! L'Union Européenne a totalement raison de taper sur la table. Trop, c'est trop !!! C'est la même indignation que la diaspora burundaise entend exprimer au siège de la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles ce Lundi 18 Avril 2011 de 10h30minutes à 13h. L'ADC-IKIBIRI qui a initié cette manifestation veut alerter l'opinion publique européenne afin que le Burundi cesse d'être l'angle mort du principal bailleur de fonds du régime Pierre Nkurunziza. Les scènes macabres qu'on découvre dans d'autres pays sont le lot quotidien du peuple burundais. Le pays est dirigé par une dictature qui est certes en train de s'effondrer mais il ne faut pas qu'elle emporte avec elle la nation burundaise. Pour éviter ce drame le concours des pays amis est nécessaire. En attendant, les Leaders de l'ADC-IKIBIRI peuvent entonner le requiem pour le totalitarisme du parti présidentiel. L'ère se resserme ! Le glas de la chute a sonné ! En conséquence un vaste mouvement de rassemblement pour un Etat de Droit s'impose !